

Les députés PS font supprimer un amendement « anti-burkini »...



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 10 juin 2021

Source [Boulevard Voltaire] Les élus du Parti socialiste (PS), avec la majorité présidentielle, ont fait voter, le 1er juin dernier, un amendement en supprimant un autre, qui visait à interdire le port du burkini. Une annonce saluée par Alliance citoyenne, une association proche de l'islam politique.

L'alerte a été donnée par deux militants laïcs, Céline Pina et Naëm Bestandji, sur leurs réseaux sociaux personnels. Le 1er juin dernier, plusieurs députés socialistes sont parvenus à faire supprimer un amendement qui prévoyait l'interdiction du burkini dans les piscines françaises. Le [texte socialiste](#) explique qu'il vise à bloquer une décision « votée par la droite sénatoriale », considérée comme « une disposition stigmatisante et ne faisant qu'encourager le repli communautaire ». Sur Twitter, le militant laïc et universaliste Naëm Bestandji regrette que le « débat sur la laïcité & la non « stigmatisation » de l'islamisme passe encore avant la lutte contre le sexisme, à la joie des intégristes ».

« La crainte d' «encourager le repli communautaire » montre l'ignorance du sujet », s'emporte-t-il, estimant que l'acceptation du burkini n'est qu'une étape du projet islamiste. De son côté, Céline Pina s'emporte contre la faiblesse du PS. « Ami islamiste, le PS t'es dévoué », écrit-t-elle sur sa page Facebook.

« Tous sont prêts à sacrifier l'égalité homme-femme pour un plat de lentilles électorales et en même temps ne comprennent pas pourquoi les violences faites aux femmes augmentent », fustige celle qui est elle-même une ancienne militante socialiste. Des propos que ne peuvent que confirmer les démonstrations de joie de l'association « Alliance citoyenne ». « Préparez vos maillots, on est toustes [sic] à la piscine cet été », peut-on effectivement trouver sur le compte Twitter de cette association prétendant lutter contre les « injustices publiques ». Le post, publié le 8 juin, prend même le soin de citer Taha Bouhafs, Rokhaya Diallo ou Eric Piolle. Mieux encore, l'association interpelle directement ce dernier, maire EELV de Grenoble : « C'est bon, on peut y aller ? », écrit-elle, présentant l'autorisation du burkini – pudiquement nommé « maillot de bain couvrant » – comme allant « dans le sens d'une société ouverte et tolérante ». Or, selon Naëm Bestandji, proche du Printemps républicain, « Alliance citoyenne [est] une des associations les plus sexistes et rétrogrades de France, liée à l'islamisme politique ». Sur ses réseaux, l'association se déclare en tout cas également en faveur des horaires de piscine réservés aux femmes – sous couvert, cette fois, de créer un « espace safe » pour ces dernières.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)